

---

**Proposition de Plan d'Actions dans le cadre du Standard genevois d'évaluation****Local poubelle****PA16 – Version 1.1**

---

La proposition de Plan d'Actions se base sur la version 5 du Standard genevois d'évaluation des économies d'énergie, d'émissions de CO<sub>2</sub> et de déchets.

**A. Organisation du Plan d'Actions****1. Auteur-e de la proposition de Plan d'Actions**

L'auteur-e de la proposition de Plan d'Actions est la personne ou l'organisme qui a la responsabilité et qui gère les procédures liées au Standard genevois d'évaluation. Il·Elle peut être le·la propriétaire du Plan d'Actions.

Nom de l'auteur de Plan d'Actions	<i>Olivier GRAND</i>
Entreprise	<i>SIG</i>
Contact	<i>Chemin de château Bloch 2 – 1219 Le Lignon Tél. 079 411 06 47 Courriel : olivier.grand@sig-ge.ch</i>

**2. Propriétaire du Plan d'Actions**

Le·La propriétaire de Plan d'Actions peut être un organisme ou une personne différente de l'auteur de la proposition à qui il·elle a confié la gestion des procédures de valorisation des réductions d'émission de son Plan d'Actions dans le cadre du Standard genevois d'évaluation.

Nom du propriétaire du Plan d'Actions	<i>Olivier GRAND</i>
Entreprise	<i>SIG</i>
Contact	<i>Chemin de château Bloch 2 – 1219 Le Lignon Tél. 079 411 06 47 Courriel : olivier.grand@sig-ge.ch</i>

## B. Informations générales sur le Plan d'Actions

### 1. Description générale

Le Plan d'action (PA) Local Poubelle est une Solution Technique intégrée au Programme éco21 de SIG qui s'adresse aux immeubles de logements collectifs équipés d'un local poubelle. Cette solution concerne l'évaluation et l'amélioration des informations présentes dans le local poubelle à destination des résidents.

Il a été constaté que les locaux poubelles sont des lieux oubliés dans les logements collectifs. Le but de cette solution est d'améliorer la qualité de l'expérience vécue dans le local poubelle en informant la régie des dysfonctionnements constatés et en améliorant les informations présentes à l'intérieur de celui-ci pour favoriser une meilleure utilisation dudit local.

### 2. Objectifs

L'objectif prioritaire est de sensibiliser le secteur immobilier sur l'importance du local poubelle. Ce lieu est en effet déterminant pour favoriser le tri des déchets par les ménages et répondre à l'axe 2 des objectifs du Plan Cantonal des déchets 2020-2025 : "Amélioration du tri et valorisation des déchets". Il est donc primordial que le local soit perçu comme un lieu accueillant et non comme une source de désagrément (nuisibles, odeurs, encombrement, faible lumière, etc.). D'autre part, le local poubelle possédant une charge thermique importante pouvant être source d'incendie, il est également essentiel d'attirer l'attention sur l'aspect sécurité.

### 3. Périmètre et rayon d'action du Plan d'Actions

Le Plan d'Action Local poubelle s'adresse aux régies et propriétaires immobiliers dont tout ou partie du parc est présente sur le Canton de Genève. Les bâtiments concernés doivent être situés dans le canton de Genève.

### 4. Type de Plan d'Actions

Les types d'Actions admises dans le Plan d'Action Local poubelle sont listées dans le tableau ci-dessous :

Nature d'effets	Catégories	Types de Projets ou d'Actions
GES et électricité	<b>Optimisation énergétique (côté demande ou production)</b>	<input type="checkbox"/> Amélioration de la performance énergétique par une rationalisation du mode d'utilisation des équipements énergétiques
	<b>Projets d'investissement</b>	<input type="checkbox"/> Amélioration de la performance énergétique par une rationalisation du mode d'utilisation des équipements énergétiques. Remplacement et/ou modification importante des installations ayant un impact sur les émissions de GES et/ou la consommation d'électricité

		<input type="checkbox"/> Utilisation et/ou évitement des rejets de chaleur <input type="checkbox"/> Changement de combustibles : substitution de mazout par du gaz (anticipée pour les projets touchant au chauffage des bâtiments), substitution de mazout ou de gaz par des énergies renouvelables <input type="checkbox"/> Réduction des émissions de GES
	<b>Transport des biens et des personnes (flottes de véhicules)</b>	<input type="checkbox"/> Amélioration de l'efficacité des modes de transport des voyageurs et des marchandises <input type="checkbox"/> Substitution de carburants
Déchets	<b>Tri des déchets</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Augmentation du taux de tri des déchets chez les producteurs de déchets <input type="checkbox"/> Optimisation de la collecte <input type="checkbox"/> Développement de nouvelles filières de tri, mise en place de déchetteries, formation et/ou sensibilisation des utilisateurs
Ressources	<b>Réduction à la source des déchets et préservation des ressources</b>	<input type="checkbox"/> Solutions de partage et d'économie de la fonctionnalité <input type="checkbox"/> Solutions de substitution du jetable par le réutilisable : contenants réutilisables (consigne) <input type="checkbox"/> Solutions d'allongement de la durée d'usage : Promotion du réemploi ou seconde main, création de lieux favorisant ces pratiques (recyclerie, bibliothèque d'objets, plateforme informatique, etc.).
	<b>Préservation de l'environnement</b>	<input type="checkbox"/> Eco-conception <input type="checkbox"/> Critères d'achat (numérique responsable, alimentation durable, etc.) <input type="checkbox"/> Lutte contre le gaspillage (gaspillage alimentaire, sobriété des consommables et du matériel de bureau, etc.) <input checked="" type="checkbox"/> Changement de comportement (sensibilisation zéro déchets, numérique responsable, etc.)

## 5. Risques de double comptabilité par rapport à d'autres instruments (législatifs ou autres)

Il n'y a actuellement aucun autre instrument à destination des professionnels de l'immobilier pour évaluer et améliorer les locaux poubelles. Il n'y a donc pas de risque de double comptabilité.

Les réductions d'émissions de CO<sub>2</sub> liées aux économies de déchets étant considérées comme des émissions indirectes, aucun certificat négociable n'est généré et donc il n'y a pas de risque de double comptabilité.

## C. Description du Plan d'Actions

### 1. Description générale

Le Plan d'Actions Local poubelle propose aux professionnels de l'immobilier différents outils qui permettent une évaluation des locaux poubelles ainsi qu'une amélioration de l'affichage présent dans ces derniers.

Il permet d'avoir une vision globale de son parc immobilier et de pouvoir orienter les actions d'assainissements vers les locaux poubelles les plus dégradés ou en non-conformité par rapport aux règlements communaux.

L'accompagnement comprend les étapes et outils suivants :

- L'établissement d'un rapport permettant d'évaluer odeurs, niveau d'éclairage, niveau d'aération, état des peintures, des sols, l'accessibilité du local, etc.
- Le rapport permet aussi d'évaluer si le nombre de containers des différentes fractions obligatoires est cohérent avec le nombre d'habitants utilisant le local poubelle
- L'affichage de stickers sur les containers d'ordures ménagères
- L'affichage de posters A0 (reprennent les visuels des stickers) sur les murs du local poubelle
- Une affiche indiquant le-les écopoints les plus proches et les fractions qu'ils reçoivent
- Une lettre prérédigée à destination des ménages de l'allée rappelant l'interdiction de déposer les encombrants au sein du local poubelle (facultatif)

Le rapport a été développé par les spécialistes déchets du Programme éco21 à la suite d'une série d'entretiens avec des professionnels de l'immobilier (régie-propriétaire immobilier) et de constats effectués au sein des locaux poubelles

Les stickers ont été développés par le canton de Genève afin de créer un affichage destiné au grand public permettant de visualiser le type de déchet attendu et refusé pour chaque fraction de déchet. Le format A3 permet de s'assurer de leur visibilité.

Les posters sont un agrandissement des stickers. Le format A0 permet de s'assurer de sa bonne visibilité.

Les actions d'évaluation du local poubelle (établissement du rapport) ou d'installation des affichages sont réalisées principalement par la régie, le propriétaire immobilier et le concierge. Un mode d'emploi a été créé afin de leur faciliter la bonne exécution des différentes tâches à réaliser.

### Validation des Actions

La régie ou le propriétaire immobilier transmet les rapports d'évaluation à SIG-éco21 qui s'assure de leur bon remplissage et les consolide dans un rapport unique.

Après évaluation des rapports, SIG-éco21 transmet le nombre d'affiches ou de stickers nécessaires.

Des contrôles sont effectués sur un échantillon de bâtiments afin de s'assurer de l'établissement correct des rapports et de la bonne installation des supports d'information.

Il faut au minimum, qu'après l'établissement du rapport, l'affiche indiquant les éco-points à proximité et l'affichage sur les containers (stickers ou A0) soient installés. Si ces deux éléments sont mis en place alors on estime qu'on peut comptabiliser des économies.

## 2. Facteurs d'émission CO<sub>2</sub>

Pour ce Plan d'action, aucune économie de CO<sub>2</sub> ne sera comptabilisée.

## 3. Méthodologies appliquées

Le calcul des effets des Actions prises en compte dans le Plan d'action se base sur les méthodologies suivantes :

- MD19 Sensibilisation déchets, Niveau 0

## 4. Effets attendus

L'objectif pour l'année 2021 est de démontrer l'intérêt d'une telle solution aux professionnels de l'immobilier pour permettre une évaluation et amélioration de 300 locaux poubelles en 2022.

Il n'y a pas encore d'objectifs chiffrés en termes de tonnes de déchets incinérés évitées.

## 5. Valorisation des effets

Les effets générés par le Plan d'Action sont comptabilisés distinctement selon le type de valorisation admis. Le tableau ci-dessous détaille les différentes valorisations possibles et précisent quels effets donnent lieu à une comptabilisation, lesquels à des certificats négociables et lesquels à des aides financières de SIG-éco21.

Légende :

C = Comptabilisation

F = Aide financière éco21

	Déchets
SIG	C, F

Définitions :

- *SIG* : Economie d'électricité ou de tonne de déchets attribuable entièrement au programme SIG-éco21

## 6. Prise en compte des fuites

Il n'est pas considéré de fuites (c'est-à-dire des effets interactifs).

## **7. Facteurs d'influence**

Les facteurs d'influence pour le Plan d'Actions peuvent être d'ordre légal. Une législation plus contraignante pourrait obliger les propriétaires immobiliers à améliorer l'état des locaux poubelles et à afficher les informations nécessaires au bon tri des différentes fractions.

## **D. Additionnalité**

### **1. Additionnalité réglementaire et légale**

Aucune loi, règlement ou autre acte législatif ne rend obligatoire la réalisation de ce Plan d'Actions.

La nouvelle Loi sur la gestion des déchets (LDéchets L 1 21) de septembre 2022 (dont la date d'entrée en vigueur est encore inconnue) édicte les mesures suivantes : obligation du tri et réduction des déchets à la source dans la mesure du possible. L'objectif est de diminuer de 25% d'ici à 2025 (par rapport à l'année de référence 2020), la quantité de déchets incinérés. La nouvelle loi fixe trois grands principes : Réduire les déchets, Mieux trier les déchets et Eliminer les déchets sur le territoire genevois. Cette nouvelle législation met en lumière la thématique des déchets auprès de la population et donc des ménages concernés par le Plan d'Action et fixe des objectifs et des mesures plus contraignantes que la loi actuellement en vigueur (L1 20 LGD).

### **2. Analyse des barrières**

#### **a. Barrières financières**

Selon le type de propriétaires immobilier, les décisions de mises en œuvre des actions de développement durable ne font, généralement, pas partie de leurs priorités d'investissement.

Afin de faciliter son adoption, cette solution ne nécessite pas d'investissement financier important. La prise en charge des impressions est réalisée par SIG-éco21.

#### **b. Barrières technologiques**

La création de document informatif à destination des ménages peut s'avérer compliquée. En fournissant des documents clé en main, nous nous assurons de la facilité de la mise en œuvre de la solution.

#### **c. Barrières culturelles et structurelles**

Le local poubelle est un lieu oublié au sein des bâtiments collectifs. Jusqu'à ce jour et malgré le prix élevé des prix de l'immobilier, les professionnels de l'immobilier avouent ne pas s'en occuper ou ne pas bien connaître la législation à ce sujet.

Le Plan d'Actions Local poubelle accompagne et sensibilise ces professionnels à l'intérêt d'assainir et d'améliorer l'état du local poubelle.

Concernant les particuliers touchés par ce Plan d'Action, on observe la difficulté de responsabiliser les ménages à la bonne utilisation du local poubelle malgré l'obligation légale du tri et réduction des déchets à la source dans la mesure du possible (Art.2 L1.20 LGD du 20 mai 1999). Eliminer correctement ses déchets, au bon moment au bon endroit n'est pas évident pour les ménages. La composition de la poubelle des ménages est caractéristique, on retrouve encore 33% de déchets organiques et 18% de carton dans la poubelle des ordures ménagères<sup>1</sup> alors qu'il existe dans chaque allée des containers distinct pour ces trois fractions de déchets.

Une valorisation du local poubelle permet une meilleure clef de lectures des contenants à disposition et des règles de tri associées pour les ménages et facilite ainsi la mise en application de la nouvelle législation L 1 21 LDéchets.

### **3. Analyse de la pratique courante**

Comme mentionné précédemment il n'existe à ce jour pas de pratique courante concernant l'amélioration du local poubelle.

Même si le taux de tri des ménages est considéré comme bon (50%), la production de déchets par habitant reste l'une des plus élevée d'Europe. Il existe une forte corrélation entre le pouvoir d'achat et la production de déchets. La tendance actuelle d'augmentation du taux de tri est de 4% en 8 ans (entre 2011 et 2019<sup>1</sup>) et donc largement insuffisant par rapport aux objectifs fixés par la nouvelle législation L1 21, pour rappel 25% en 4 ans. La valorisation du local poubelle de par les mesures mises en place dans ce Plan d'Action vise accélérer l'augmentation du taux de tri à la hauteur des ambitions cantonales dans les délais visés.

## **E. Soutiens financiers**

Le Plan d'Action ne bénéficie d'aucun soutien financier complémentaire aux aides fournies par le Programme éco21.

## **F. Echancier**

Le Plan d'Actions local poubelle a été mis en œuvre en 2021. Il a été annoncé à l'entité coordinatrice avant sa mise en œuvre.

La durée du Plan d'Actions n'est pas définie à ce jour. Cependant, conformément aux règles du Standard genevois d'évaluation, la durée de validation du Plan d'Action est fixée à 10 ans depuis la date du rapport de validation. Au terme de cette période, le Plan d'action devra être à nouveau validé pour tenir compte de l'évolution du cadre réglementaire et du contexte.

La durée de créditation des économies de déchets incinérés se monte à 1 an.

---

<sup>1</sup> Référence : « Composition de la poubelle des genevois – L'essentiel en bref » GESDEC 2019.

## G. Plan de suivi

### 1. Description

L'ensemble des rapports d'évaluation transmis par les régies est consolidé dans un document unique permettant d'assurer le suivi des réalisations.

Ce document sera joint au Rapport de calcul des effets.

### 2. Fréquence

Le suivi sera réalisé chaque année civile.

### 3. Données enregistrées

Les données qui seront enregistrées sont listées dans le tableau ci-dessous :

Donnée / Paramètre	Nom de la donnée / du paramètre
Unité	ménages, containers,
Description	Nombre de ménages qui utilisent le local poubelle ; nombre de containers présents dans le local poubelle
Source	Rapport d'évaluation
Procédure de mesure	Auto-déclaration, estimation
Fréquence de la mesure	Par échantillonnage, plusieurs fois par an

### 4. Assurance qualité

Des contrôles sont effectués sur un échantillon de bâtiments afin de s'assurer du bon remplissage des rapports et de la bonne installation des supports d'information.

## H. Aspect financier du Plan d'Actions

Le Plan d'Actions local poubelle est financé par SIG-éco21. Ce financement prend en compte le paiement des impressions des supports d'informations.

Le coût des stickers A3 est de 5.50 CHF par unité et celui des affiches A0 est de 10 CHF par unité.

## I. Parties prenantes

- SIG-éco21 : conception et financement du Plan d'Actions, accompagnement du réseau de bénéficiaires, suivi global du Plan d'Actions
- Propriétaires immobiliers et régie immobilière : bénéficiaires



**J. Communication**

J'accepte que

☒ Les données relatives au Plan d'Actions ci-dessus

☒ Mes coordonnées

soient publiées sur le site internet du Standard genevois d'évaluation